

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1450 du Jeudi 12 Février 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE
SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITE

alger16 le quotidien

SCAN ME



RÉUNION DU GOUVERNEMENT



LE BILAN ANNUEL DE MISE EN ŒUVRE
DES DIRECTIVES DONNÉES
PAR LE CHEF DE L'ÉTAT EXAMINÉ

P. 3

LE COMMISSAIRE EUROPÉEN À L'ÉNERGIE AUJOURD'HUI À ALGER



L'UE MISE SUR LE **GNL ALGÉRIEN**

P. 5

ALGÉRIE - SAHARA OCCIDENTAL (DEMAIN À 16H30)



LA DIPLOMATIE SPORTIVE
AU SERVICE DES CAUSES JUSTES

P. 14

CHEMS-EDDINE HAFIZ, RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

PRÉSENTATION
DU LIVRE
MUSULMANS
EN OCCIDENT

**L'ISLAM, UNE FOI
EN HARMONIE
AVEC LES VALEURS
OCCIDENTALES**

Pp. 6 et 7



CONSEIL DES MINISTRES

INSTRUCTIONS DU CHEF DE L'ÉTAT

**NOUVEAUX
PROGRAMMES
POUR L'ÉQUITÉ
TERRITORIALE**

Le président de la République,
M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné,
lors de la réunion du Conseil
des ministres qu'il a présidée,
mardi dernier, d'élaborer de nouveaux
programmes complémentaires
au profit des wilayas les moins
développées, notamment celles
récemment créées.

P. 3



saviez-vous

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE DJEZZY ET YASSIR

L'entreprise Djeczy et la plateforme multiservices Yassir ont signé une convention de partenariat offrant aux clients de Djeczy une expérience utilisateur digitale fluide et sécurisée au sein de l'écosystème Yassir, a indiqué un communiqué de l'opérateur de téléphonie mobile.

La cérémonie de signature a eu lieu au siège de l'entreprise Djeczy, leader des technologies de communication numériques, à Dar El-Beïda (Alger), en présence de son directeur général, Boumediene Senouci, et du président-directeur général de Yassir, Noureddine Tayebi, précise la même source.

«Ce partenariat a pour objectif d'offrir aux clients de Djeczy une expérience utilisateur digitale fluide et sécurisée au sein de l'écosystème Yassir», indique le communiqué, précisant que «désormais, les usagers pourront, en un seul clic, recharger leurs lignes, activer des offres internet ou régler leurs factures directement via l'application».

La même source note que cette collaboration «illustre la volonté des deux entités de créer des synergies technologiques fortes pour simplifier le quotidien des Algériens grâce à des solutions numériques natives».



«MÉCANICAALGÉRIE»

OUVERTURE DE LA 1^{re} ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ET DE LA SOUS-TRAITANCE À ORAN

La première édition du Salon international « Mécanica Algérie », dédié à l'industrie automobile, à la sous-traitance et aux pièces de rechange, a été inaugurée mardi dernier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, avec la participation de 100 exposants. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous la supervision du directeur de l'industrie de la wilaya d'Oran, Abdelouahab Ammamra, représentant le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, en présence du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du président de la Bourse de la sous-traitance et du partenariat ouest, Rachid Bekhchi, du délégué régional du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Mohamed Amine Tazi, ainsi que du wali d'Oran, Brahim Ouchène. Organisé par l'agence Eventrad, sous le patronage du ministère de l'Industrie, en partenariat avec l'AAPI, le CREA et



la Bourse de la sous-traitance d'Oran, le salon réunit des acteurs majeurs du secteur automobile, ainsi que des entreprises spécialisées dans la fabrication de véhicules, de pièces de rechange et dans la sous-traitance industrielle, selon les organisateurs. Des fabricants nationaux d'équipements et de composants prennent également part à cette manifestation, reflétant la diversité du tissu industriel et l'évolution de la structuration des chaînes d'approvisionnement locales. Les organisateurs soulignent la forte présence de producteurs de pièces de rechange et d'opérateurs de la sous-traitance

dans l'objectif de renforcer l'intégration industrielle et de promouvoir la production nationale. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie visant à réduire les importations et à accroître le taux d'intégration locale. Ils ont ajouté que l'organisation de ce salon en collaboration avec des institutions nationales lui confère une dimension institutionnelle affirmée, traduisant l'intérêt des pouvoirs publics pour le développement de l'industrie automobile, considérée comme un secteur stratégique, ainsi que pour le renforcement de l'attractivité de l'investissement. En rassemblant acteurs publics et privés autour des défis de l'industrie automobile, «Mécanica Algérie» ouvre la voie à une intégration locale renforcée et à un écosystème industriel plus compétitif, confirmant l'engagement de l'Algérie à transformer son secteur automobile en un pilier stratégique de l'économie nationale.

Chekat Meriem

JOURNÉE PARLEMENTAIRE APPEL À LA RELANCE DE L'ANG ET À LA CRÉATION D'UN REGISTRE DU DON D'ORGANES

Les participants à la Journée parlementaire sur la transplantation d'organes en Algérie, organisée, mardi dernier, par le Conseil de la Nation, ont appelé à la relance de l'Agence nationale des greffes (ANG) et à la création d'un registre national du don d'organes, assurant que la réussite du programme national repose sur la clarté du référent religieux qui renforce la confiance dans le don. Au terme de cette Journée parlementaire, intitulée "La transplantation d'organes humains, entre dimensions religieuse, juridique et médicale", les participants représentant différents secteurs ont affirmé que le succès du programme national de transplantation d'organes repose à la fois sur la clarté du référent religieux qui renforce la confiance dans le don et la solidité du cadre juridique. Dans leurs recommandations, les participants ont notamment appelé à "relancer l'Agence nationale des greffes, en renforçant ses prérogatives et en la dotant des moyens humains et matériels nécessaires". Ils ont également préconisé "la création de trois pôles hospitaliers régionaux spécialisés dans la transplantation, dotés des équipements médicaux les plus modernes pour assurer ses services vitaux dans toutes les régions du pays". Les recommandations ont, par ailleurs, insisté sur "la création d'un registre national du don d'organes, régi par des normes juridiques et éthiques claires, visant à promouvoir la culture du don et à garantir la transparence et la gestion rigoureuse des opérations de transplantation".

L'ONT REPRÉSENTE L'ALGÉRIE À LA 46^e ÉDITION DE LA BOURSE INTERNATIONALE DU TOURISME À MILAN

L'Office national du tourisme (ONT) participe, à Milan (Italie), à la 46^e édition de la Bourse internationale du tourisme, indique un communiqué de l'Office.

"Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action du ministère du Tourisme et de l'Artisanat dans son volet relatif à la promotion de la destination touristique Algérie, l'ONT participe, en compagnie d'une délégation d'opérateurs touristiques et d'artisans, à la 46^e édition de la Bourse internationale du tourisme «BIT Milan 2026», prévue du 10 au 12 février courant au centre Fiera Milano City, en République italienne", précise le communiqué.

Cette manifestation constitue "l'un des plus importants événements touristiques aux niveaux régional et international", ajoute la même source.

Dans l'objectif d'assurer une participation qualitative et efficace, "un espace d'exposition a été réservé pour

abriter le pavillon algérien, conçu de manière à mettre en valeur les aspects architecturaux et patrimoniaux de la destination Algérie, de même qu'il sera équipé des moyens nécessaires à la présentation et à la promotion, en vue de permettre aux opérateurs participants de mener à bien les actions de promotion et de commercialisation du produit touristique national", selon le communiqué.

Dans ce cadre, l'accent sera mis sur "la mise en valeur des importants atouts touristiques dont recèle l'Algérie, à l'instar du produit touristique saharien, reflet de la profondeur et de la singularité de l'identité algérienne, en sus du patrimoine romain, l'Algérie étant le deuxième pays au monde après l'Italie qui abrite des vestiges romains, outre le tourisme religieux, notamment le circuit de Saint-Augustin, qui suscite un intérêt croissant auprès des touristes italiens".

Le pavillon algérien connaîtra également "la participation de plusieurs artisans spécialisés dans l'artisanat d'art, à travers l'exposition de produits et d'objets d'art authentiques illustrant la richesse et la diversité du patrimoine culturel national".

A la faveur de cette participation, les exposants veilleront à "intensifier les contacts avec les opérateurs touristiques étrangers et les médias présents pour la couverture de l'événement, en vue de leur fournir toutes les informations relatives à la destination touristique Algérie et d'œuvrer à sa promotion en tant que destination régionale et internationale".

Le programme arrêté comprend également "la projection de vidéos et d'images, et la distribution de supports promotionnels au profit des visiteurs du pavillon algérien, afin de mieux découvrir les spécificités du tourisme en Algérie", conclut le communiqué.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°R : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouatane Khadidja

Rédaction
M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

O. M.
Djaffar Chibab
Chekat Meriem
Abir Menasria

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
L'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

INSTRUCTIONS DU CHEF DE L'ÉTAT LORS DU CONSEIL DES MINISTRES DE NOUVEAUX PROGRAMMES POUR L'ÉQUITÉ TERRITORIALE

Lors du Conseil des ministres, présidé mardi dernier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur l'approvisionnement du marché national, le développement des infrastructures hydriques et la préparation des wilayas à l'approche du mois sacré de Ramadan, a indiqué un communiqué.

La séance a débuté par une présentation détaillée de l'ordre du jour et un bilan des activités gouvernementales des deux dernières semaines, exposés par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb. À l'issue de cette présentation, le Président Tebboune a formulé des directives précises visant à renforcer l'efficacité et la réactivité des institutions publiques dans plusieurs secteurs stratégiques.

L'EAU POUR LE GRAND SUD

Le secteur de l'eau a occupé une place centrale dans les discussions. Conscient des enjeux vitaux liés à la disponibilité et à la gestion de cette ressource, le président de la République a instruit le ministre de l'Hydraulique de lancer, dans le mois à venir, la construction de deux stations de dessalement à Tamanrasset et Tindouf. Ces infrastructures, souligne-t-on, «constituent des projets stratégiques pour le sud du pays » et visent à garantir l'approvisionnement des populations locales. Par ailleurs, une nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées sera mise en service à Tindouf, en priorité pour soutenir les projets agricoles en développement. Le Président Tebboune a également



insisté sur le renforcement des mesures de vigilance et de contrôle lors de la vidange des excédents dans les barrages, soulignant que toute négligence pourrait entraîner des conséquences graves pour la sécurité hydrique. Le chef de l'Etat a rappelé l'importance du respect strict des plans nationaux de distribution d'eau potable : « La coupure d'eau récente dans la wilaya de Chlef est totalement inacceptable. Les responsabilités doivent être assumées pleinement », a-t-il averti, insistant sur l'exigence de rigueur et de prévention à tous les niveaux.

UN RAMADAN DANS LA SÉRÉNITÉ ET LA QUIÉTUDE

De plus, les préparatifs du mois sacré ont été abordés avec la même

rigueur. Le président de la République a appelé à créer toutes les conditions pour que les citoyens vivent ce mois dans le confort et la sérénité, en respect de sa dimension sacrée et de ses valeurs de solidarité et de cohésion sociale. À cet effet, il a demandé au gouvernement de doubler ses efforts pour répondre efficacement à toutes les préoccupations et de veiller à ce que l'abondance constatée dans les produits agricoles et d'élevage se traduise par une maîtrise des prix durant cette période cruciale.

DE NOUVEAUX PROGRAMMES COMPLÉMENTAIRES POUR LES WILAYAS LES MOINS DÉVELOPPÉES

Le Président Tebboune a également évalué l'état d'avancement des

programmes complémentaires dans les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf, saluant la mise en œuvre effective des projets dans les délais fixés.

Il a enjoint le gouvernement à préparer de nouveaux programmes pour les wilayas les moins développées, et tout particulièrement pour celles récemment créées, afin de renforcer l'équité territoriale et accélérer le développement régional. En tout cas, l'accent mis sur la planification, le contrôle et la réciprocité dans la mise en œuvre des projets, lors de ce Conseil, traduit la détermination de l'Exécutif à inscrire ses actions dans une stratégie de long terme, garantissant stabilité, prévisibilité et bien-être pour l'ensemble des populations.

G. Salah Eddine

RÉUNION DU GOUVERNEMENT LE BILAN ANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DES DIRECTIVES DONNÉES PAR LE CHEF DE L'ÉTAT EXAMINÉ

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier à Alger, une réunion gouvernementale axée sur les grandes orientations nationales en matière de développement et de souveraineté technologique, a indiqué un communiqué. Au cœur des travaux, le gouvernement a dressé le bilan annuel de la mise en œuvre des directives du président de la République, formulées lors de la 6e rencontre gouvernement-walis, tenue les 24 et 25 décembre 2024. Cette évaluation a permis de mesurer les avancées dans plusieurs domaines stratégiques : la dynamisation du développement local, la consolidation de la sécurité alimentaire et hydrique, le renforcement du rôle des collectivités locales dans la création de



richesse et d'emplois, ainsi que la modernisation des services publics de proximité. Une attention particulière a également été

portée à la refonte de la gestion urbaine des villes, afin d'offrir aux citoyens un cadre de vie amélioré et plus harmonieux.

Par ailleurs, le gouvernement a examiné, en deuxième lecture, le projet relatif au déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO). Ce projet stratégique vise à élargir l'accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire national, avec un focus sur les zones rurales et enclavées, tout en renforçant la souveraineté nationale dans un secteur de plus en plus crucial pour le développement économique et la sécurité numérique du pays. Cette rencontre illustre la volonté de l'Exécutif d'articuler développement territorial et technologies de pointe, en plaçant la modernisation des infrastructures et la connectivité numérique au service d'une Algérie plus résiliente et inclusive.

G. S. E.

DOMAINE DE LA CYBERSÉCURITÉ MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE NATIONALE

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a organisé, mardi dernier à Alger, en coordination avec l'Agence de la sécurité des systèmes d'information, un séminaire national consacré au renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité.

Intervenant lors de cette rencontre tenue au Cercle national de l'Armée à Beni Messous, la ministre du secteur, Nacima Arhab, a indiqué que ce séminaire « s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de la sécurité des systèmes d'information et de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant sur la nécessité de relever le défi de la cybersécurité », en misant sur « la valorisation de la ressource humaine et des compétences expérimentées ». Rappelant l'intérêt majeur accordé par l'État à cette thématique, dans le cadre des efforts visant à « opérer un saut qualitatif dans la gestion de la chose publique », la ministre a souligné que l'organisation de cette rencontre intervient dans un contexte marqué par une accélération des transformations technologiques et



par l'émergence de menaces numériques croissantes affectant les systèmes d'information, notamment ceux des entreprises assurant des services vitaux. Mme Arhab a également mis en avant l'engagement du secteur de la formation professionnelle à développer des compétences techniques capables de relever les défis du terrain, de répondre aux exigences des entreprises et d'accompagner la transformation numérique de l'économie nationale. Elle a insisté, à ce titre, sur la nécessité de mettre à jour les

programmes de formation, de renforcer leur volet pratique et d'intégrer les outils technologiques modernes afin d'adapter l'offre aux besoins du marché du travail. Pour sa part, le directeur général de l'Agence de la sécurité des systèmes d'information, le général Abdeslam Belghoul, a affirmé que les menaces cybernétiques concernent l'ensemble des institutions de l'État, tous secteurs confondus, en particulier celles disposant de systèmes d'information sensibles et de données numériques liées directement aux citoyens.

Il a précisé que ce séminaire, destiné aux formateurs de la formation professionnelle spécialisés en cybersécurité, s'inscrit dans le volet formation, sensibilisation et communication de la Stratégie nationale de la sécurité des systèmes d'information, à laquelle le président de la République, ainsi que le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, accordent une importance capitale.

Selon les organisateurs, cette rencontre vise à adapter les spécialités de la formation professionnelle aux besoins du marché national, à développer les programmes en matière de cybersécurité et à renforcer les capacités des formateurs dans ce domaine stratégique. La rencontre s'est déroulée en présence du président de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), Samir Bourhil, ainsi que de représentants de différentes instances et institutions nationales.

Cheklat Meriem

AFIN D'ÉVITER LE GASPILLAGE

LA COMMISSION MINISTÉRIELLE DE LA FATWA APPELLE À RATIONALISER LA CONSOMMATION

La Commission ministérielle de la fatwa a appelé, en prévision du mois de Ramadhan, à rationaliser la consommation, à éviter l'excès et le gaspillage et à faire preuve de prudence sur les routes, a indiqué mardi dernier un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

A l'approche du mois de Ramadan, la Commission ministérielle de la fatwa a tenu, lundi, une réunion consacrée à "l'examen de plusieurs questions liées aux règles du jeûne et à ses finalités, ainsi qu'aux comportements individuels et sociaux qui accompagnent ce mois sacré", précise le communiqué. "Partant de son devoir religieux et de sa responsabilité scientifique dans la

sensibilisation de la société conformément au référent religieux national, et soucieuse de faire du mois de Ramadhan une occasion de bienfaisance, de piété et de renforcement des valeurs de foi, de solidarité et d'entraide, la Commission a émis une série d'orientations pour le mois sacré", souligne la même source. A ce titre, la Commission a exhorté les jeûneurs à "rationaliser leur consommation, en évitant l'excès et le gaspillage" et à "s'inspirer de la jurisprudence du jeûne conformément au référent religieux national", tout en appelant les conducteurs à "faire preuve de prudence et de vigilance sur les routes". Elle a aussi invité les citoyens à se référer aux personnes compétentes et spécialisées pour la

fatwa et à solliciter l'avis des médecins, notamment en ce qui concerne les autorisations du jeûne.

La Commission a, par ailleurs, appelé les commerçants à "incarner les valeurs de bienfaisance, de compassion, d'intégrité et d'honnêteté, en s'abstenant de toute fraude ou hausse exagérée des prix".

La Commission a aussi félicité le peuple algérien pour l'inauguration, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la mine de Gara Djebilet et de la ligne ferroviaire minière Ouest, la qualifiant d'"immense acquis national" et de "réalisation civilisationnelle historique incarnant l'Algérie victorieuse".

APS

ECOLE DE COMMANDEMENT ET D'ÉTAT-MAJOR UNE VISITE GUIDÉE AU PROFIT DES REPRÉSENTANTS DES MÉDIAS NATIONAUX

L'École de commandement et d'état-major « Chahid Hamouda-Ahmed, dit Si El-Haouès », a organisé mardi dernier à Alger une visite guidée au profit des représentants des médias nationaux dans le cadre du plan sectoriel de communication du Commandement des forces terrestres pour l'année 2025-2026. Cette initiative vise à mieux faire connaître le rôle et les missions de l'établissement à travers des ateliers et des exposés pédagogiques mettant en lumière les programmes de formation, ainsi que les méthodes d'enseignement déployées pour la préparation des officiers aux cours de commandement

et d'état-major. Elle s'inscrit également dans une démarche de renforcement des liens entre l'Armée nationale populaire et la Nation, en favorisant une communication plus fluide et des échanges constructifs entre l'institution militaire et la société civile. Les médias nationaux, en tant que relais d'information, jouent à ce titre un rôle central dans la transmission d'une image fidèle des missions et des structures des forces terrestres. La visite a débuté par une allocution du général de division Mohammed Omar, commandant de l'École, qui a souligné « l'importance que l'École accorde à

cette visite des médias, compte tenu de sa haute dimension professionnelle et nationale ». Il a ajouté que la présence des représentants de la presse reflète « le rôle central » des médias nationaux en tant que partenaire efficace pour accompagner les institutions de l'État et transmettre la véritable image de leurs efforts, en particulier ceux de « l'institution militaire, qui a toujours œuvré pour préserver les capacités de la nation ». À cette occasion, une présentation détaillée de l'École de commandement et d'état-major a été proposée, mettant l'accent sur le parcours de formation des officiers

stagiaires inscrits aux cours de commandement et d'état-major. La délégation médiatique a ensuite visité plusieurs infrastructures pédagogiques, notamment les salles de cours, ainsi que le centre d'entraînement et de simulation. Des explications approfondies ont été fournies sur les contenus des formations dispensées, les dispositifs pédagogiques mobilisés et les capacités logistiques dont dispose l'établissement pour assurer une préparation stratégique et opérationnelle de haut niveau.

Abir Menasria

LE COMMISSAIRE EUROPÉEN À L'ÉNERGIE AUJOURD'HUI À ALGER L'UE MISE SUR **LE GNL ALGÉRIEN**

Le commissaire européen à l'Énergie, Dan Jørgensen, est attendu aujourd'hui à Alger pour une visite stratégique, deux semaines après avoir affiché la volonté de Bruxelles de renforcer ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance d'Algérie. En toile de fond : la crainte de nouvelles secousses géopolitiques susceptibles de perturber les marchés énergétiques.

La réunion de dialogue de haut niveau sur l'énergie entre l'Algérie et l'Union européenne, prévue aujourd'hui, constituera une opportunité pour le responsable européen d'aborder ce dossier avec les autorités algériennes. Bruxelles a d'ores et déjà préparé le terrain en proposant d'exempter le GNL algérien des autorisations préalables d'importation exigées pour les pays de l'espace Schengen, facilitant ainsi son accès au marché européen. En janvier dernier, la Commission européenne a adopté un nouveau mécanisme de contrôle de l'origine du gaz importé par les États membres, afin d'éviter un retour indirect du gaz russe sur le marché européen. Dans ce contexte, l'Algérie apparaît comme un partenaire clé pour diversifier les sources d'approvisionnement.

UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE FACE AUX INCERTITUDES

L'agenda de M. Jørgensen vise à insuffler une nouvelle dynamique à la coopération énergétique entre Alger et Bruxelles. Déjà considérée comme un partenaire stratégique, l'Algérie joue un rôle central dans la sécurité



énergétique du Vieux Continent. À Bruxelles, le spectre d'une nouvelle crise énergétique demeure présent. Les dernières données font état d'un taux de remplissage des stocks de gaz estimé à 45 % en janvier. Parallèlement, la multiplication des terminaux de regazéification en Europe a renforcé la place du GNL, devenu depuis 2025 l'une des principales sources d'approvisionnement du continent. Si le GNL américain a vu sa part de marché progresser de 5 % à 25 % en 2025, l'Union européenne redoute une dépendance excessive à un fournisseur unique. D'où l'intérêt renouvelé pour l'Algérie, dont la fiabilité en tant que fournisseur n'est plus à démontrer.

DES CAPACITÉS IMPORTANTES ET UNE POSITION SOLIDE EN EUROPE

Au cours de sa visite, le commissaire européen doit rencontrer le ministre

des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, pour discuter de l'augmentation des flux de GNL vers l'Europe. Avec des capacités de production dépassant 22 millions de tonnes par an et une grande flexibilité d'adaptation à la demande internationale, le GNL constitue un atout majeur pour l'Algérie. Le marché européen absorbe actuellement plus de 90 % des exportations algériennes de GNL. En 2025, la Turquie s'est hissée au premier rang des clients européens avec 3,14 millions de tonnes importées, suivie par la France (2,31 millions de tonnes) et l'Italie (1,62 million). L'Espagne, de son côté, a importé 1,44 million de tonnes, devançant les États-Unis comme premier fournisseur lors du précédent exercice. Les exportations vers le Royaume-Uni ont atteint 0,64 million de tonnes. S'agissant du gaz naturel par gazoduc, l'Italie et l'Espagne

demeurent les principaux partenaires de l'Algérie, avec un total de 36 milliards de m³ importés, dont 25 milliards pour l'Italie et 11 milliards pour l'Espagne. Des chiffres qui confirment le poids constant de l'Algérie sur le marché énergétique européen, malgré une concurrence accrue, notamment américaine.

HYDROGÈNE VERT ET ÉLECTRICITÉ : CAP SUR L'AVENIR

Au-delà du gaz, la transition énergétique figurera également au menu des discussions.

Le commissaire européen doit rencontrer le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, pour évoquer les dossiers de l'hydrogène vert et de l'électricité verte.

L'Algérie et l'Union européenne ont déjà posé les bases d'une alliance stratégique dans ces domaines. Du projet SouthH2, dédié au transport de l'hydrogène, à Medlink pour l'exportation d'électricité, plusieurs initiatives bénéficient du soutien financier de l'UE.

Alger ambitionne de produire 40 TWh d'hydrogène vert à l'horizon 2040, avec l'objectif de couvrir 10 % des besoins européens. La rencontre d'aujourd'hui devrait permettre d'évaluer l'état d'avancement de ces projets et de consolider une coopération énergétique appelée à se diversifier et à s'inscrire dans la durée.

R. E.

SECTEUR DU TRANSPORT MARITIME

L'ALGÉRIE ACCORDE UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE À LA RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE

Lors de la journée d'étude consacrée à « la décarbonation du transport maritime », organisée lundi dernier à Alger, les membres du gouvernement ont réaffirmé l'importance stratégique que l'Algérie accorde au respect des normes environnementales dans ce secteur clé. La réduction de l'empreinte carbone du transport maritime s'inscrit ainsi dans une vision plus large, articulée autour de la transition énergétique et de l'ancrage des principes du développement durable dans les politiques publiques. Initiée par le « groupe Serport », la rencontre a réuni le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, M. Mourad Adjal, le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouthar Krikou, ainsi que le directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafid Bekhouche. Cette forte représentation institutionnelle traduit la dimension transversale du dossier.

Dans leurs interventions, les responsables ont rappelé le rôle central du transport maritime et des infrastructures portuaires dans le système logistique national, les chaînes d'approvisionnement et la dynamique du commerce extérieur. Tous ont insisté sur la nécessité d'une coordination renforcée entre les différents acteurs, afin de mettre en œuvre des solutions intégrées capables de concilier performance économique et impératifs environnementaux. Dans

cette perspective, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a mis en avant les défis techniques et réglementaires auxquels le secteur est confronté pour se conformer aux standards internationaux en matière de protection de l'environnement, soulignant que la décarbonation du transport maritime et des opérations portuaires constitue désormais un axe prioritaire de modernisation. Le ministre a mis l'accent sur le fait que l'organisation de cette journée d'étude s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'État pour promouvoir le secteur du transport maritime et améliorer les ports, selon une approche globale basée sur des principes de durabilité et de préservation de l'environnement. Il a également souligné que la sélection du thème témoigne d'une prise de conscience collective de l'ampleur croissante des défis environnementaux et de l'importance cruciale d'adopter de nouvelles méthodes de développement axées sur la diminution des émissions de carbone et la réalisation d'un équilibre entre les exigences du développement économique. Il a également insisté sur l'importance de minimiser l'empreinte carbone du transport maritime, qui est une priorité en Algérie. Cela passe par la mise à niveau des infrastructures portuaires et l'utilisation de carburants alternatifs pour optimiser l'efficacité énergétique, en particulier dans le contexte

des réglementations et normes internationales. De son côté, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, M. Mourad Adjal, a indiqué que son secteur attachait une grande importance au soutien du processus de transition énergétique, à travers la mise en œuvre des directives du président de la République visant à accélérer son rythme. Il a rappelé les réalisations accomplies dans le domaine des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement de solutions propres, ainsi que le lancement d'importants projets dans le domaine de l'hydrogène vert. M. Adjal a aussi réaffirmé la détermination de son département à soutenir le « groupe Serport » par un soutien technique et institutionnel, et à participer aux études concernant l'interconnexion des quais du port au réseau électrique. Cela s'ajoute à la continuation du travail collaboratif avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que tous les partenaires impliqués dans le contexte de la transition énergétique.

Au-delà des déclarations d'intention, l'enjeu est désormais opérationnel : transformer les ports algériens en plateformes logistiques compétitives et bas carbone. Car dans le commerce mondial de demain, la performance ne se mesurera plus uniquement en tonnes transportées, mais aussi en émissions évitées.

Abir Menasria

CHEMS-EDDINE HAFIZ, RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

L'ISLAM, UNE FOI EN HARMONIE AVEC LES VALEURS OCCIDENTALES



À l'heure où les débats publics sur l'islam en Europe restent souvent polarisés, Chems-Eddine Hafiz propose une démarche raisonnée, ancrée à la fois dans les enseignements de la tradition musulmane et dans les valeurs républicaines.

À travers cet entretien sur le plateau de BFMTV, il présente l'ouvrage collectif *Musulmans en Occident*, fruit d'un groupe de réflexion lancé en 2023 sous son impulsion, qui paraît aux éditions Albouraq.

UN PROJET INÉDIT POUR DÉCONSTRUIRE LES MALENTENDUS

L'entretien s'ouvre sur les objectifs du livre : répondre aux amalgames et aux idées reçues qui, selon lui, entretiennent une opposition artificielle entre islam et sociétés occidentales. Le recteur rappelle que la démarche est issue d'un travail collectif réunissant imams, universitaires, acteurs associatifs et personnalités de la société civile. « Notre projet n'est pas une simple compilation de textes religieux, mais un outil pédagogique qui aide à comprendre comment une pratique musulmane sincère s'accorde avec les principes de la République », souligne le recteur. L'ouvrage inclut une charte de recommandations, un glossaire de termes clés et les auditions de nombreux acteurs publics, visant à éclairer les lecteurs — croyants ou non — sur des sujets sensibles.

CLARIFICATIONS SUR DES SUJETS SENSIBLES

Au fil de l'entretien, le recteur aborde plusieurs thèmes récurrents :

• **La compatibilité entre islam et laïcité** : selon lui, « aucun principe de l'islam ne s'oppose à ceux de la République », et il insiste sur l'importance du respect mutuel et du cadre légal commun.

• **Le port du voile** : il le présente comme un choix personnel, soulignant que la liberté individuelle doit primer et que les contraintes professionnelles ou sociales ne devraient pas déterminer ce choix.

• **Citoyenneté et appartenance** : il réaffirme que les musulmans sont « partie intégrante de la communauté nationale », contribuant pleinement à la vie sociale, économique et politique des pays où ils vivent.

UN MESSAGE DE PAIX ET DE COEXISTENCE

Au-delà des clarifications doctrinales, le recteur déploie une vision inclusive, affirmant que la compréhension mutuelle et le dialogue sont essentiels face aux tensions contemporaines.

Son interview met en lumière une conviction profonde : l'islam en Occident peut être pratiqué avec fidélité spirituelle tout en respectant les cadres démocratiques et laïques des sociétés civiles.

Ce message est d'autant plus pertinent que l'ouvrage *Musulmans en Occident* ambitionne de devenir un référentiel pédagogique pour déconstruire les stéréotypes et encourager une meilleure acceptation des musulmans dans leurs pays de résidence.

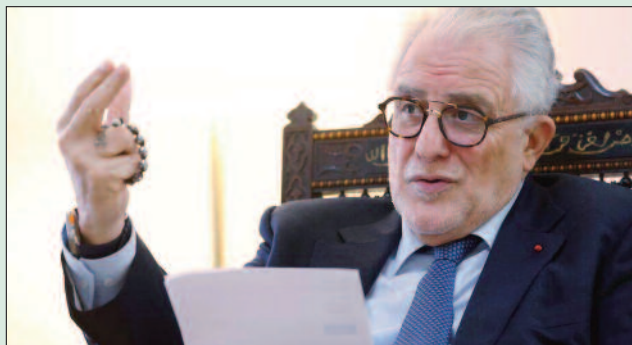
ALGER 16

FACE AUX SONDAGES SUR L'ISLAM UN APPEL À LA PRUDENCE ET À LA NUANCE

Invité sur le plateau de la chaîne BFMTV, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, s'est exprimé longuement sur la place des musulmans en France, à l'occasion d'un échange nourri autour de plusieurs sondages Ifop récemment rendus publics. Des enquêtes qui portent notamment sur des sujets sensibles tels que l'abattage rituel, le mariage, ou encore la hiérarchie entre la loi religieuse et la loi de la République. Présentés par l'animatrice comme révélateurs de tensions profondes entre pratiques religieuses et cadre républicain, ces chiffres ont alimenté un débat médiatique intense. Face à ces interprétations, le recteur a tenu à replacer les données dans leur contexte, appelant à la prudence et à la responsabilité dans leur lecture.

Des résultats Ifop qui suscitent interrogations et inquiétudes

Le sondage Ifop évoqué à l'antenne met en lumière des réponses contrastées parmi les personnes



interrogées se déclarant musulmanes en France. Certaines questions portent sur des domaines précis — comme le respect des règles religieuses dans l'abattage, l'importance accordée au mariage religieux, ou encore la place de la charia lorsque celle-ci entre en tension avec la loi civile. Présentés sans nuance, ces résultats ont parfois été interprétés comme le signe d'un rejet du cadre républicain

ou d'une volonté de faire primer la religion sur la loi commune. Une lecture que le recteur a clairement contestée sur le plateau.

La réponse du recteur : distinguer conviction religieuse et projet politique

Face à l'animatrice de BFMTV, Chems-Eddine Hafiz a rappelé un point essentiel :

adhérer à des principes religieux ne signifie pas remettre en cause l'ordre juridique de la République.

Selon lui, lorsqu'un musulman affirme accorder de l'importance à des règles religieuses liées à l'alimentation ou au mariage, cela relève avant tout de la liberté de conscience, garantie par la Constitution française.

« La République permet justement à chacun de vivre sa foi tant qu'elle respecte la loi commune », a-t-il souligné.

Le recteur a également insisté sur le fait que les sondages mesurent des perceptions et des attachements symboliques, non des intentions politiques. Assimiler ces réponses à un rejet des valeurs républicaines serait, selon lui, une simplification dangereuse.

Une mise en garde contre les lectures anxieuses

Tout au long de l'échange, le recteur a alerté contre ce qu'il considère comme une instrumentalisation des chiffres, susceptible d'alimenter la méfiance

BFMTV
09:41 DIRECT

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, affirme la compatibilité totale entre l'islam et les lois de la République française, publiant en février 2026 un guide intitulé *Musulmans en Occident*.



Grande Mosquée de Paris
Musulmans en Occident
Éditions Albouraq

LE RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS SUR BFMTV

PRÉSENTATION DU LIVRE *MUSULMANS EN OCCIDENT*

UN GUIDE POUR COMPRENDRE L'ISLAM DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

SCAN ME



Musulmans en Occident. Pratique culturelle immuable, présence adaptée est un ouvrage de référence de près de 900 pages publié en février 2026 aux éditions Albouraq sous la direction du recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz.

UNE INITIATIVE NÉE D'UN GROUPE DE RÉFLEXION INÉDIT

L'idée de ce livre est née en janvier 2023, lorsque Chems-Eddine Hafiz a réuni un Groupe de réflexion sur l'adaptation du discours religieux musulman en Occident. Pluridisciplinaire et pluriconfessionnel, ce groupe s'est donné pour mission de travailler sur les malentendus et les idées reçues concernant l'islam dans les sociétés laïques.

OBJECTIFS ET MESSAGE CENTRAL

L'ouvrage vise à :

- **déconstruire** les discours haineux et communautaires visant les musulmans ;
- **montrer** que la pratique de l'islam est pleinement compatible avec les valeurs et les lois des sociétés occidentales ;
- **favoriser** une meilleure compréhension mutuelle entre musulmans et non-musulmans.

Il s'adresse aussi bien aux musulmans souhaitant approfondir leur religion dans un contexte laïque qu'aux non-musulmans désireux de mieux comprendre les enjeux contemporains liés à l'islam.

CE QUE CONTIENT L'OUVRAGE

L'ouvrage est organisé autour de plusieurs parties complémentaires :

1. La Charte de Paris – Islam et citoyenneté

Un texte fondateur qui énonce des principes et des recommandations destinés à renforcer la coexistence, à affirmer la compatibilité entre la foi islamique et les valeurs

Déconstruire les discours haineux,
Affirmer une présence musulmane citoyenne.

Parution le 10 février 2026

républicaines et à encourager l'engagement citoyen des musulmans.

2. Un glossaire de plus de 200 notions

Conçu comme un outil pédagogique et explicatif, ce glossaire clarifie des termes théologiques, historiques et sociologiques fréquemment mal compris ou caricaturés — par exemple « djihad » ou « fatwa » — afin de mieux comprendre ce qu'ils signifient réellement dans l'islam.

3. Les auditions de personnalités

Le livre présente les propos recueillis auprès de responsables religieux, d'universitaires, d'acteurs de la société civile et de personnalités politiques, contribuant à une réflexion collective et plurielle sur la place des musulmans en Occident.

Des thèmes clés abordés

Parmi les nombreux sujets traités, l'ouvrage discute notamment :

- la laïcité comme cadre permettant à chacun de vivre sa foi librement ;
- le port du voile présenté comme un choix personnel et respectueux de la loi civile ;
- la place de pratiques culturelles ou religieuses (comme l'abattage rituel ou le mariage religieux), replacées dans leur contexte social ;
- l'idée que le mariage civil précède le mariage religieux dans le cadre juridique français.

Un livre pour le dialogue et la cohésion

Plus qu'un simple manuel religieux, *Musulmans en Occident* se veut un référentiel pour encourager le dialogue interculturel. En clarifiant ce que signifie vivre l'islam dans une société pluraliste et laïque, l'ouvrage cherche à dépasser les stéréotypes et à encourager une cohabitation pacifique et respectueuse entre différentes traditions culturelles et religieuses.

R. N.

● ● ●

et la stigmatisation des musulmans. Il a rappelé que les musulmans de France vivent, travaillent et respectent les lois du pays, et que les tensions révélées par certains sondages sont souvent le reflet de fractures sociales, de discriminations ressenties ou d'un malaise identitaire, notamment chez les jeunes.

Sur la question de la loi religieuse, il a été catégorique :

la loi de la République s'impose à tous, et aucune autorité religieuse sérieuse ne prône sa remise en cause dans le cadre français.

Un appel au dialogue et à la responsabilité médiatique

En conclusion de son intervention sur BFMTV, Chems-Eddine Hafiz a plaidé pour un débat apaisé, fondé sur la compréhension plutôt que sur la confrontation. Il a invité les médias à traiter ces sujets avec rigueur, en évitant les raccourcis qui opposent artificiellement islam et République.

À travers cette prise de parole, le recteur a réaffirmé une ligne constante : celle d'un islam de France compatible avec la laïcité, respectueux des lois, et pleinement inscrit dans la communauté nationale.

G. S. E.

LIGNE MINIÈRE EST GRANDE MOBILISATION POUR LIVRER LE PROJET DANS LES DÉLAIS IMPARTIS

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a ordonné, lundi dernier, la mobilisation totale des moyens humains et matériels afin d'accélérer la cadence des travaux de la ligne minière est Annaba-Bled El Hadba et de respecter les échéances fixées.

Selon un communiqué du ministère, ces instructions ont été données lors d'une réunion consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet, notamment des axes de déviation de la ville de Toukla (43 km), de la route Dréa-Oued El Kebrit (30 km), ainsi que du tronçon Annaba-Bouchehouf (54 km).

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, exprimées lors du Conseil des ministres de janvier dernier, concernant la réalisation de cette infrastructure stratégique à l'est du pays. Elle intervient également au lendemain de la visite d'inspection effectuée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, sur le



chantier, au cours de laquelle il a insisté sur le strict respect du calendrier arrêté. Un exposé détaillé sur le programme des travaux restants a été présenté au ministre. La longueur totale de la ligne minière est estimée à 422 km, dont 174 km sont déjà réalisés. Les 127 km actuellement en cours d'exécution devraient être achevés d'ici avril

prochain, portant ainsi à 301 km le linéaire total finalisé à cette échéance. Quant aux 121 km restants, reliant Bouchehouf, Souk-Ahras et Dréa, le ministère a assuré qu'ils seront livrés dans les délais impartis. Pour garantir un suivi rigoureux, le ministre a présidé une seconde réunion de travail réunissant des représentants des services de

l'État, des entreprises nationales de réalisation et d'ingénierie, ainsi que le partenaire étranger. Il a insisté sur la nécessité d'une mobilisation renforcée, notamment sur le tronçon Bouchehouf-Souk Ahras-Dréa, caractérisé par un relief particulièrement accidenté.

Il a également appelé à un contrôle permanent des différentes phases de réalisation et à un renforcement des mécanismes de coordination entre les intervenants afin d'assurer le respect strict des délais fixés par les plus hautes autorités du pays.

Au-delà d'un simple chantier ferroviaire, la ligne minière est constituée un levier stratégique pour la valorisation des ressources nationales et le désenclavement de régions entières. Le respect des délais ne relève donc pas seulement d'un impératif technique, mais d'un enjeu économique et souverain majeur pour l'Algérie.

Abir Menasria

FINANCE L'ACADÉMIE ALGÉRIENNE DE LA FINTECH INSTALLE SON COMITÉ DE GOUVERNANCE

Les membres du comité de gouvernance de l'Académie algérienne de la FinTech, issue d'un partenariat entre la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) et l'Institut de la formation bancaire (IFB), ont été installés mardi dernier à Alger dans le cadre du lancement de programmes de formation spécialisés dans les filières bancaires et financières. Cette instance aura pour mission de proposer des programmes de formation, ainsi que des actions de sensibilisation et de vulgarisation de la FinTech au profit des professionnels de la finance, contribuant ainsi au renforcement des compétences dans les domaines bancaire et financier. Le comité est composé de Moussa Abdelkader, président du

réseau d'entreprises «Dabyan», Abdelkrim Lachab, directeur de l'ingénierie pédagogique à l'IFB, Ali Benali, directeur des formations thématiques et spécifiques au sein du même institut, Nazim Sini, directeur du Conseil scientifique de la COSOB, ainsi que Mehdi Boubetra et Saïd Amine Halouane, sous-directeurs à la COSOB. Par ailleurs, l'IFB a lancé, en partenariat avec «Dabyan», spécialisée dans le paiement électronique, un cursus de formation en monétique et digitalisation des paiements destiné aux professionnels du secteur financier. Ce programme comprend notamment un master professionnel d'une durée de deux ans, des formations qualifiantes et certifiantes, ainsi que

des activités de recherche et développement en matière de solutions digitales. Dans ce cadre, le directeur général de l'IFB, Athmane Malek, a souligné que ce partenariat repose sur «une synergie intellectuelle et la mutualisation des moyens», visant à renforcer les capacités nationales en matière de formation qualifiante et certifiante dans les domaines bancaire et financier. À l'heure où l'innovation technologique conditionne la compétitivité des économies, la structuration d'un pôle national dédié à la FinTech traduit une volonté claire : ne plus subir les mutations du système financier mondial, mais y prendre pleinement part, avec ses propres expertises et ses propres standards.

Cheklat Meriem

SALON MÉCANICAALGÉRIE ATTRIBUTION DE QUATRE CONTRATS DE CONCESSION À DES INVESTISSEURS

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a supervisé, mardi soir à Oran, la cérémonie de remise de quatre contrats de concession à des investisseurs ayant bénéficié de foncier industriel pour la réalisation de leurs projets. Cette cérémonie s'est déroulée en marge d'une journée d'étude consacrée à la sous-traitance, organisée par la même agence dans le cadre du Salon "Mécanica Algérie", en présence du directeur général des petites et moyennes entreprises au ministère

de l'Industrie, Abdelaziz Rebai, du directeur général de "Stellantis Algérie" pour la fabrication des véhicules "Fiat", Raoui Badji, ainsi que du délégué régional du Conseil du renouveau économique algérien, Tazi Mohamed Amine. Les investisseurs ont bénéficié de ces contrats via la plateforme numérique de l'investisseur, lancée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement dans le but de faciliter l'accès au foncier économique. L'opération a concerné les entreprises "Hamoud Parts", spécialisée dans la fabrication et

l'assemblage de composants, d'accessoires et de pièces de rechange automobiles (Oran), "Adi-Net Or" spécialisée dans les équipements électroniques destinés à la maintenance industrielle à Aïn Témouchent (deux contrats), ainsi que "Adi-net Géolocalisation", spécialisée dans la fabrication d'équipements liés à l'énergie solaire et électrique dans la même wilaya. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Rekkache a réitéré l'engagement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement à accompagner les

porteurs de projets, en particulier les petites et moyennes entreprises et les start-up. Il a indiqué que l'agence œuvre, en coordination avec l'ensemble des partenaires, notamment le ministère de l'Industrie, le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ainsi que l'ensemble des institutions de l'Etat, à l'augmentation du taux d'intégration locale et à la création d'un environnement favorable à ces projets, notamment à travers la mise en place de zones spécialisées.

APS

LA PROJECTION DE L'AVANT-PREMIÈRE PRÉVUE LE 16 FÉVRIER PROCHAIN

AHMED BEY, UN HÉROS DE LA RÉSISTANCE ALGÉRIENNE

La projection officielle de l'avant-première du film historique *Ahmed Bey* est prévue le 16 février 2026 à Constantine, un rendez-vous qui s'annonce comme l'un des plus importants événements cinématographiques du pays cette année, a annoncé la chaîne One TV. La figure historique Ahmed Bey sera présentée en version honorifique au public constantinois, avant de connaître une large diffusion nationale dans les salles de cinéma.

Produit par Samira Hadj Djilani et porté par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), ce long métrage retrace l'épopée du dernier bey de Constantine, une figure emblématique de la résistance algérienne face à la colonisation française. Né en 1786, Ahmed Bey refusa la soumission après la chute d'Alger en 1837 et se distingua par sa lutte tenace pour préserver l'indépendance de sa région, organisant pendant plusieurs années une résistance acharnée depuis les Aurès. Le film s'inscrit dans un effort national de valorisation du patrimoine historique et se veut une œuvre cinématographique de grande envergure, alliant rigueur documentaire et souffle héroïque. La production a bénéficié de la participation de spécialistes internationaux, notamment pour la mise en scène de scènes de bataille et la direction technique, illustrant l'ambition de hisser le projet au

niveau des standards globaux du cinéma historique. Selon des sources proches de la production, *Ahmed Bey* a été lancé il y a plusieurs années et son équipe a travaillé à restituer fidèlement la complexité du personnage, à la fois stratège, homme d'État et symbole de résistance. Le scénario repose sur des sources historiques et des témoignages documentés, afin de rendre justice à cette page importante mais souvent peu explorée de l'histoire algérienne.

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a personnellement suivi l'avancement du projet, en soulignant la volonté de l'État d'accompagner les œuvres nationales qui contribuent à la mémoire collective et au rayonnement culturel du pays. La sortie d'*Ahmed Bey* s'inscrit également dans une dynamique de renouveau du cinéma algérien, après plusieurs productions historiques récentes telles que

Zighoud Youcef ou *Larbi Ben M'hidi*, qui ont cherché à lier fiction et mémoire nationale à l'écran.

Le choix de Constantine pour la première projection n'est pas anodin : ville natale d'Ahmed Bey, elle représente un lieu symbolique pour célébrer ce pan de l'histoire qui a longtemps été occulté dans les récits populaires et scolaires.

Les promoteurs du film espèrent que cette œuvre, qui retrace une partie essentielle de la résistance algérienne anticoloniale, contribuera à faire renouer les jeunes générations avec leur histoire et à susciter un intérêt renouvelé pour les figures patriotiques qui ont façonné le destin du pays. Un film ambitieux qui pourrait bien marquer une nouvelle ère pour le cinéma historique algérien, à même de concilier mémoire nationale et exigence artistique.

Cheklat Meriem



16^e ÉDITION DU FESTIVAL DU THÉÂTRE COMIQUE OUVERTURE DES CANDIDATURES POUR LA PARTICIPATION

Les candidatures pour la participation à la 16^e édition du Festival national du théâtre comique prévu à Médéa du 30 juin au 5 juillet ont été lancées, a-t-on appris, mardi dernier, auprès du commissariat du Festival. La participation à cette édition, qui rend hommage au comédien Salah Ougroute, est ouverte aux troupes, coopératives et associations théâtrales professionnelles et amateurs qui activent sur la scène théâtrale nationale ou locale, a indiqué le commissaire du Festival, Saïd Benzerga. La sélection des pièces qui seront programmées lors de cette édition est confiée à une commission composée d'artistes comédiens et d'académiciens et se fera suivant des critères bien définis pour préserver la vocation de ce Festival et offrir également aux amateurs du 4^e art, en particulier les férus du théâtre comique, des pièces qui répondent à leurs attentes, a-t-il confié, précisant que les monologues et sketches sont exclus de l'événement. En outre, les postulants doivent envoyer, sur support vidéo, le spectacle proposé pour participer



à ce Festival afin de permettre aux membres de la commission d'examiner et d'approuver les pièces susceptibles de figurer dans le programme final de la compétition, a expliqué M. Benzerga. L'annonce des spectacles retenus pour cette nouvelle édition aura lieu avant le 1^{er} juin prochain, a-t-il fait savoir, annonçant, par la même occasion, la décision prise, cette année, de promouvoir la pièce qui va décrocher la Grappe d'or, qui représente la plus haute distinction du Festival. La pièce qui décrochera le Premier Prix sera sélectionnée directement pour participer à la prochaine édition du Festival national du théâtre professionnel, a-t-il conclu.



www.alger16.dz
f Alger16 quotidien

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER16, le quotidien du Grand Public

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

QUE LA FÊTE SOIT BELLE, QUE LA FÊTE COMMENCE !

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A INAUGURÉ L'HÔPITAL SPÉCIALISÉ MÈRE ET ENFANT DE L'ARMÉE

LA VOIE EMPRUNTÉE PAR NOS HÉROS VERS LA VICTOIRE

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DE L'AIN À L'ANP LA FIERTÉ DE L'ALGÉRIE

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

"C'EST LA RENTRÉE !"

« PARDONNE-NOUS, GHAZA »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« LA PAIX PAR LE RESPECT MUTUEL »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LES ALGÉRIENS ÉTAIENT AU RENDEZ-VOUS

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES ATTENDUES AVANT FIN JUILLET

L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE DÉPASSE LES PRÉVISIONS

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
621.68.52.10/17

QU'EST-CE QUE L'APPÉTIT ?

NOTRE APPÉTIT EST GRANDEMENT INFLUENCÉ PAR NOS HABITUDES CULTURELLES.



De même, nos cinq sens, notre humeur ainsi que notre mémoire aiguissent ou émoussent notre appétit.

HABITUDES CULTURELLES ET APPÉTIT

L'influence des heures des repas sur l'appétit

Dans de nombreuses cultures, en particulier pour les enfants, la journée est entrecoupée de quatre repas : le petit-déjeuner, le déjeuner, le goûter et le dîner. Ce rythme correspond aux variations du taux de sucre dans le sang qui diminue environ quatre heures après le repas. Dans la plupart des cultures, les repas sont généralement pris à la même heure, sauf le dîner qui est pris un peu plus tôt ou un peu plus tard dans la soirée selon les pays (18 h 30 au Royaume-Uni, 20 heures en France, 22 heures en Espagne). Ainsi, au-delà des rythmes biologiques, les heures des repas suivent-ils les rythmes sociaux propres à chaque culture.

L'influence du nombre de repas sur l'appétit

Dans notre société, les adultes ont tendance à sauter le goûter, ce qui perturbe leur rythme naturel. Quatre heures se sont déjà écoulées depuis le déjeuner, le taux de glucose est faible, la faim ne va pas tarder à se faire sentir... L'absence de goûter est à l'origine d'un phénomène souvent évoqué dans les causes du surpoids : vers 18 heures, la faim devient impérieuse, nous nous jetons sur le premier aliment venu et en particulier sur les en-cas gras ou sucrés. Lorsque nous parvenons à résister à cette fringale, nous sommes tellement affamés à l'heure du dîner que nous mangeons plus que de raison. Cet exemple montre clairement pourquoi sauter un repas n'aide pas à maintenir la ligne ! Lorsque l'on surveille son tour de taille, quatre repas raisonnables valent mieux que deux repas trop riches.

Le rôle de l'environnement sur l'appétit

Notre environnement exerce une influence considérable sur notre appétit qui sera plus ou moins grand selon le lieu, les personnes qui nous accompagnent ou nos activités.

L'influence du lieu sur l'appétit
Notre appétit s'éveille plus facilement lorsque nous sommes installés confortablement dans un endroit où nous nous sentons à l'aise. Le froid et l'inconfort le limitent et rendent la digestion plus difficile. Les couleurs environnantes influent également sur l'appétit ; ainsi les établissements de restauration rapide sont-ils souvent décorés de couleurs chaudes (jaune, orange, rouge) censées ouvrir l'appétit.

Convivialité et appétit

La présence autour de la table de personnes

appartenant à notre entourage proche stimule notre appétit. Partager la nourriture reste un symbole fort, ancré dans le sentiment rassurant de faire partie d'un groupe. Chez l'homme, comme chez de très nombreux animaux, le partage des aliments est un puissant élément de cohésion sociale.

Saison et appétit

Notre appétit varie avec le temps qu'il fait. Par temps froid, nous avons naturellement tendance à nous orienter vers des plats riches tels que des potages épais, du gratin de pommes de terre ou du cassoulet. En été, nous préférons les plats froids, les salades ou les aliments riches en eau. Sans y prêter attention, nous adaptions nos apports aux besoins de notre organisme, luttant contre le froid en hiver et maintenant une bonne hydratation en été.

L'influence de l'état physique et psychique sur l'appétit

Exercice physique et appétit

On pense à tort que l'exercice physique stimule l'appétit. En fait, il agit plutôt sur la faim. Nous brûlons plus d'énergie et notre corps demande plus de carburant. Immédiatement après une séance de sport, nous n'avons pas faim car l'exercice mobilise les réserves d'énergie du corps ; le taux de sucre dans le sang étant maintenu à un niveau suffisant, la faim ne se fait pas sentir. Par ailleurs, chez les personnes pour qui le désir permanent de grignoter est la conséquence d'un état anxieux, l'exercice tend à réguler l'appétit grâce à son effet relaxant.

Difficultés psychiques et appétit

Un mal-être, une peine de cœur, une fatigue, une anxiété, une dépression... L'état psychologique peut, selon les personnes, couper l'appétit ou au contraire l'exacerber. Il peut également nuire à la digestion. De nombreux problèmes psychiques se

trouvent de l'appétit voire, dans les cas les plus graves, par des troubles du comportement alimentaire tels qu'une anorexie, une boulimie, une frénésie alimentaire ou des prises alimentaires non conscientes.

Etat de santé et appétit

La perte d'appétit accompagne de nombreuses maladies, mais également les suites d'un stress ou d'une opération chirurgicale par exemple. Lorsque l'absence d'appétit met un patient en danger de malnutrition, une alimentation par voie intraveineuse à l'aide d'une solution liquide équilibrée peut être mise en place. Le retour de l'appétit est un excellent indicateur d'un cheminement vers la guérison. Pendant la grossesse, l'appétit peut être augmenté. Si c'est le cas, mieux vaut équilibrer son alimentation en conséquence pour éviter une prise de poids trop importante. Il faut privilégier les aliments riches en fibres et en vitamines : fruits et légumes, céréales complètes, etc. Chez les femmes qui allaitent, l'appétit est très souvent augmenté car la production de lait maternel provoque une augmentation du besoin en calories.

Le rôle des sens et de la mémoire sur l'appétit

La peau dorée du poulet rôti, le parfum de la tarte aux pommes sortant du four, le croustillant du pain... Nos sens sont en éveil à l'approche d'un plat savoureux. Notre cerveau déclenche la sécrétion de salive et de suc gastriques ; il stimule les contractions de l'estomac.

L'odorat est le sens qui exerce le plus de pouvoir sur notre appétit. Un rhume suffit à nous rendre conscients de son importance dans le désir de manger.

La vue fournit des informations sur la texture, la température et le goût. Mais ces informations peuvent se révéler erronées, car une jolie présentation n'est pas toujours un gage de délice gustatif !

L'ouïe peut renforcer les autres perceptions ; le grésillement d'un morceau de viande saisi sur une poêle brûlante ou d'une volaille qui rissole à la broche nous met l'eau à la bouche.

Le toucher se révèle aussi déterminant dans certaines attirances, comme par exemple la texture de la peau de la pêche, parfois ressentie désagréablement.

La mémoire de nos expériences culinaires décuple le pouvoir des sens sur l'appétit. Les odeurs et les goûts, en particulier ceux de notre enfance sont inscrits de manière indélébile dans nos souvenirs et conditionnent fortement notre appétit. L'industrie alimentaire l'a bien compris, qui essaie de donner une patine artisanale ou familiale aux aliments qu'elle propose. Malgré ces artifices, nos souvenirs demeurent fidèles et un pâté industriel n'égale jamais celui de notre grand-mère.



Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger

020 10 23 68

www.alger16.dz
f Alger16 quotidien





MERCEDES-BENZ CLA 200 ELECTRIC

LA NOUVELLE VERSION QUI NE RENONCE NI À L'AUTONOMIE NI À LA PERFORMANCE

Quelques mois après le lancement des premières déclinaisons électriques de la CLA, Mercedes-Benz enrichit sa gamme avec une version plus abordable, la CLA 200 Electric. Cette variante d'entrée de gamme introduit une batterie plus compacte, mais affiche une efficacité remarquable, lui permettant de préserver une autonomie digne des modèles supérieurs. Une preuve que chez Mercedes, accessibilité ne rime pas avec compromis.

UNE AUTONOMIE PRÉSERVÉE MALGRÉ UNE BATTERIE PLUS PETITE

Jusqu'à présent, la Mercedes CLA électrique se déclinait uniquement en deux configurations : CLA 250+ et CLA 350 4MATIC, toutes deux dotées d'une batterie NCM de 85 kWh. La nouvelle venue, CLA 200 Electric, inaugure une approche différente. Elle repose sur une batterie lithium-fer-phosphate (LFP) de 58 kWh, plus simple et plus économique, mais toujours très efficace. Sous le capot, le moteur électrique développe 224 chevaux (165 kW), une puissance généreuse pour une berline compacte à vocation polyvalente. Grâce à une consommation particulièrement contenue – 12,3 kWh/100 km – l'autonomie atteint jusqu'à 541 km selon le cycle WLTP. Une valeur impressionnante au regard de la capacité de batterie, qui témoigne de l'efficacité aérodynamique et énergétique du modèle.

RECHARGE RAPIDE ET EFFICACITÉ DE HAUT NIVEAU

Malgré son positionnement d'entrée de gamme, la CLA 200 Electric conserve des prestations dignes du haut de gamme Mercedes. La recharge rapide atteint une puissance maximale de 200 kW, permettant de récupérer 70 % d'énergie (de 10 à 80 %) en seulement 20 minutes sur une borne adaptée. Un temps de charge exemplaire, rare à ce niveau de gamme, qui conforte la vocation routière du modèle. Outre sa performance énergétique, la berline profite du soin apporté à l'aérodynamisme du design CLA et d'une gestion thermique optimisée de sa



batterie. Ces éléments participent à limiter la consommation et à maximiser la durabilité du système électrique.

Un tarif stratégique pour élargir la clientèle

En Allemagne, la Mercedes-Benz CLA 200 Electric s'affiche à 46 950 €, un tarif compétitif au regard de son positionnement premium. Ce prix la situe légèrement au-dessus de la Tesla Model 3 Long Range RWD (44 990 €), mais bien en dessous de la CLA 250+, facturée 55 859 €.

Une politique tarifaire pensée pour rendre la gamme CLA plus accessible, sans pour autant dévaluer l'image de la marque. Selon les marchés, le tarif pourrait encore être ajusté pour bénéficier du bonus écologique en vigueur.

TROIS FINITIONS AU CATALOGUE

La CLA 200 Electric sera proposée en

• **Progressive** : cette version de base est déjà bien dotée avec un bouclier avant chromé, des jantes de 17 pouces à caches aérodynamiques, des jupes latérales noires, et un intérieur mêlant tissu et similicuir.

• **AMG Line** : elle se distingue par un design plus sportif comprenant un splitter avant chromé, des jantes de 18 pouces, un pédalier en acier inoxydable et un éclairage d'ambiance intérieur.

• **AMG Line Plus** : le niveau supérieur mise sur le caractère exclusif avec le Pack Night, des jantes de 19 pouces, des vitres surteintées, des ceintures rouges et des seuils de portes rétroéclairés.

UN MODÈLE CLÉ POUR LA STRATÉGIE ÉLECTRIQUE DE MERCEDES-BENZ

Avec cette CLA 200 Electric, Mercedes-Benz poursuit sa démocratisation de la mobilité électrique tout en préservant les standards de qualité et de confort qui font sa réputation. Ce modèle vise à séduire une clientèle plus large, désireuse de passer à l'électrique sans renoncer au prestige de la marque à l'étoile.

En combinant efficacité, autonomie et performances de charge exemplaires, la CLA 200 Electric s'impose comme

une offre particulièrement cohérente dans le segment des berlines premium électriques. Un modèle stratégique, à la croisée de la rationalité énergétique et du plaisir de conduite, qui pourrait bien devenir un pilier du succès de Mercedes sur le marché.



trois niveaux de finition : Progressive, AMG Line et AMG Line Plus, chacune offrant un style et un équipement distincts.





MATCH ALGÉRIE - SAHARA OCCIDENTAL (DEMAIN À 16H30)

LA DIPLOMATIE SPORTIVE AU SERVICE DES CAUSES JUSTES

Sous le slogan évocateur «Le sport au cœur des causes justes», Alger s'apprête à accueillir ce vendredi à 16h30 un événement d'une portée symbolique majeure. À l'occasion du 50^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), un match gala réunira les légendes du football algérien et la sélection nationale sahraoui au stade Nelson-Mandela de Baraki.



Les projecteurs seront braqués sur les «stars» algériennes - anciens internationaux et figures emblématiques du championnat - parmi lesquelles Djabou, Zemmamouche et le capitaine Benlamri. Elles affronteront une équipe sahraoui en pleine structuration, donnant au match une dimension à la fois sportive et politique. Le choix du stade Nelson-Mandela n'est pas anodin. Nommé en hommage à l'icône de la lutte contre l'apartheid, le lieu transforme le terrain en tribune

internationale pour la justice et l'autodétermination. Sur cette pelouse, le score passera au second plan : l'objectif premier reste de porter la visibilité médiatique d'une nation en quête de reconnaissance. Plus qu'une rencontre amicale, l'événement s'inscrit dans la tradition algérienne de soutien aux causes de libération. Organisée par le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) et encadrée par les autorités algériennes,

cette célébration marque une étape clé dans l'affirmation de l'identité nationale sahraoui à travers le prisme universel du sport.

UN PROGRAMME RICHE EN SYMBOLES

La délégation sahraoui est arrivée à Alger mardi dernier et y restera jusqu'à samedi. Ce séjour dépasse largement le cadre du ballon rond. Outre le match tant attendu, la journée d'hier a été marquée par la création de

la Fédération sahraoui de football (FSF) à l'hôtel Mazafran, une initiative stratégique pour structurer le sport sahraoui et préparer sa future participation sur la scène continentale et internationale.

Une conférence de presse internationale se tiendra ce matin, la veille du match, pour porter le message politique et sportif de la délégation devant un parterre de médias nationaux et étrangers. Le programme sera complété par des visites touristiques et une réception officielle, illustrant la profondeur des liens fraternels entre les deux peuples. En alignant des légendes algériennes face à une sélection sahraoui

émergente, l'Algérie réaffirme que le sport est un outil diplomatique puissant. Le slogan «Le sport au cœur des causes justes» devient réalité sur la pelouse de Baraki. Ce 13 février, chaque passe et chaque but seront autant de messages envoyés à la communauté internationale, rappelant que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste un combat d'une brûlante actualité.

G. S. E.

LA FONDATION DE LA FÉDÉRATION DU SAHARA OCCIDENTAL DE FOOTBALL EST NÉE

La fondation de la Fédération du Sahara Occidental de football sur la terre des révolutionnaires a été créée hier à Alger. Cette initiative reflète la profondeur des relations fraternelles entre l'Algérie et la République sahraoui dans la lutte contre le colonialisme marocain, afin que la voix du peuple sahraoui soit entendue, comme ce fut le cas avec l'équipe du Front de libération nationale fondée en Tunisie en 1958, qui s'était engagée pour la cause algérienne et

pour une Algérie libre et digne. Cet événement intervient à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de la République arabe sahraoui démocratique et s'inscrit dans le cadre des orientations politiques supêmes du pays, visant à soutenir les causes de libération et à renforcer la solidarité régionale et internationale. Une conférence de presse est programmée aujourd'hui à 10 heures, à l'hôtel Mazafran de

Zéralda, afin de présenter les contours du match de gala et les objectifs de cette initiative qui s'inscrit dans «le cadre des actions de solidarité et de soutien constants de l'Algérie envers les autorités et le peuple du Sahara occidental, engagés depuis plus d'un demi-siècle dans leur lutte pour l'indépendance.» Il est à rappeler l'organisation d'un événement similaire en 2023 dans la même enceinte de Baraki.

G. S. E.

BASKET-BALL / COUPE D'ALGÉRIE 2026

La FABB fixe le calendrier des prochains tours de la compétition

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a annoncé la programmation des prochains tours de la Coupe d'Algérie 2026, concernant les catégories seniors messieurs et dames.

Selon un communiqué de la fédération, les huitièmes de finale (seniors messieurs) se dérouleront les 27 et 28 février, tandis que les quarts de finale, aussi bien chez les seniors dames que messieurs, sont

prévus les 27 et 28 mars. Dans ce cadre, la FABB a invité les présidents des clubs concernés à assister au tirage au sort de ces deux tours qui auront lieu vendredi à 17h00 à Alger. Ce tirage au sort permettra de déterminer les affiches des prochaines phases de la compétition nationale, l'une des plus prestigieuses du calendrier de basket algérien.

VOLLEY-BALL

Les arbitres algériens Zbar et Zemoura promus arbitres internationaux

Les arbitres algériens Salah Zbar et Yasser Zemoura ont réussi les épreuves de la session internationale des arbitres de volley-ball, organisée par la Confédération africaine de volley-ball (CAVB) sous l'égide de la Fédération internationale de volley-ball (FIVB), a annoncé la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB).

A l'issue de cette formation, les deux officiels algériens ont obtenu le statut d'arbitres internationaux, une consécration qui vient récompenser leur parcours et renforcer la présence algérienne dans

l'arbitrage continental et international. La séance a été encadrée par l'expert international algérien Mohamed Badr Lezrag, directeur de scène et président de la Commission des arbitres de la Confédération africaine de volley-ball, assisté de Walid Abdel Samad, formateur international égyptien et membre de la Commission des règles du jeu de la FIVB. La FAVB a félicité les deux arbitres pour cette réussite, soulignant l'importance de la formation et de la compétence dans le développement de l'arbitrage algérien aux niveaux africain et mondial.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (6^E JOURNÉE) SUNDOWNS - MC ALGER
SAMEDI À 14 HEURES À PRETORIA

UN DUEL AUX RELENTS D'UNE FINALE AVANT LA LETTRE !

Le Mouloudia d'Alger a un rendez-vous décisif pour son avenir dans cette Ligue des champions 2026, samedi, face aux Mamelodi Sundowns, pour le compte de la 6^e et dernière journée du groupe C. Le MCA se doit absolument d'éviter la défaite pour garantir son passage aux quarts de finale.

Le Mouloudia d'Alger jouera pour peu, mais gros, après-demain, contre les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, à l'occasion de la 6^e et dernière journée de la phase des groupes de la Ligue des champions. Les Algérois joueront pour peu car un seul point suffira à leur bonheur. Mais l'enjeu est gros car leur avenir dans cette compétition en dépend. Et il serait vraiment dommage de se rater si près du but, de cet objectif d'aller en quarts de finale. S'il ne s'agissait que de mérite, le MCA, après des débuts quelque peu compliqués, mériterait amplement de passer ce tour après sa remontée spectaculaire. Mais il faudra encore réussir ce dernier test de Pretoria. Et la bande à



Mokwena a bien démontré au fil des matchs qu'elle a le potentiel d'aller réussir le match qu'il faut et chercher cette qualification en déplacement, en dépit de la mission qui s'annonce difficile. Il faut signaler que ce groupe C est le seul où toutes les équipes aspirent encore à passer le cap de la phase des poules. Seuls trois points séparent le leader, Al Hilal du Soudan (1er, 8 points), du dernier, le FC Saint-Éloi Lupopo du Congo (4^e, 5 points). A la veille de son ultime match, le MCA est

2^e avec 7 points et Mamelodi Sundowns 3^e avec 6 points. Comme quoi, la qualification se jouera peut-être aux calculs d'épicier en ayant recours aux goals-avérages particuliers des équipes. Pour éviter tout casement de tête, le MCA, sans penser aux autres, doit bien se concentrer sur son sujet et réussir au moins un nul, amplement suffisant pour célébrer son accessions en quarts. Dans les coulisses, la bataille a déjà commencé, notamment avec cette supposée affaire de l'analyste de

performance de Mamelodi, Mario Masha, qui aurait été écarté de l'équipe pour divulgation d'informations tactiques à son compatriote Mokwena, coach du MCA, relayée par des médias sud-africains.

COUPE DE LA CAF : USMA - OC SAFI, UN FINISH POUR LE PRESTIGE AVANT LES QUARTS

En Coupe de la Confédération, et dans le groupe A, l'USM Alger (1^{re}, 13 points), déjà qualifiée, pour rappel, en quarts de finale, affrontera lors de la 6^e journée de la phase des groupes, le représentant marocain, l'OC Safi (2^e, 12 points), également déjà qualifié au prochain tour. Le match se jouera samedi 14 février à partir de 20 heures, au stade du 5-Juillet. Ce sera surtout un duel de leadership, pour le prestige, entre les deux meilleures équipes du groupe mais aussi de cette Coupe de la CAF, avec un ascendant de départ pour l'USM Alger qui reste la seule équipe à atteindre les 13 points au terme des 5 journées déjà soldées. Lors du match aller, les Usmistes ont réussi à damer le pion aux Marocains (0 - 1) chez des derniers. Il faudra s'attendre donc à ce que le représentant marocain se présente avec une grande envie de remettre la pareille aux Algériens. Sauf que, bien entendu, les Rouge et Noir sont plus que déterminés à ne rien laisser au hasard pour confirmer leur suprématie face à cet adversaire peu ordinaire qui n'a perdu aucune autre rencontre durant son parcours en cette phase à élimination indirecte. L'USMA n'a besoin que d'un seul point pour être sûre de garder cette première place, mais elle ne se contentera certainement pas d'une telle modeste ambition. Hadj Adlane et ses protégés feront tout pour finir cette phase de manière euphorique avec une victoire devant leurs supporters, combien même l'OC Safi s'est taillée une belle réputation de bien voyager, évoluant décomplexée à l'extérieur de ses bases. Ce qui présage une opposition intense. Malgré la qualification des deux équipes, le duel ne risque pas d'être une partie de plaisir. Car au-delà, au bout, il y a cette question de prestige à qui aura cette première place.

Djaffar Chilaab

LIGUE 1 (19^E JOURNÉE)

CS Constantine - ES Sétif en vedette

La 19^e journée du championnat de Ligue 1 au programme de ce week-end, coupes africaines obligent, sera amputée de pas moins de quatre matchs qui concernent justement les clubs engagés en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération. Ce 19^e round se jouera donc sans JS Saoura - CR Belouizdad, ESM Khenchela - USM Alger, MC Alger - O Akbou et JS Kabylie - MC Oran tous reportés à une date ultérieure. Pour le reste, deux matchs sont au menu demain, en l'occurrence CS Constantine - ES Sétif et MC El Bayadh - ASO Chlef, et deux autres se joueront le lendemain, à savoir MB Rouissat - ES Mostaganem et Paradou AC - ES Ben Aknoun. Dans le tas, l'affiche de l'Est qui réunira le CS Constantine (2^e, 29 points) et l'ES Sétif (12^e, 20 points) émerge incontestablement. En tout cas, ça promet un duel intense et agréable à suivre au vu déjà de son caractère derby entre deux équipes voisines et vieilles connaissances. Mais aussi de ce besoin pressant nourri par chacune des deux équipes à engranger des points. Sauf que si le CSC aspire à gagner pour consolider sa place sur le podium, l'ES Sétif est dans une toute autre

posture, à la recherche d'améliorer sa position peu rassurante, à juste trois points du troisième reléguable. A priori, les Constantinois partent favoris devant leur public pour réaliser leur troisième victoire de suite au moment où Sétif tentera de rattraper le coup après le nul inattendu concédé la semaine dernière au stade du 8-Mai-1945, en recevant le MC El Bayadh. Ce dernier (16^e, 11 points) évoluera cette fois à domicile devant l'ASO Chlef. El Bayadh tient là une belle opportunité, à ne pas rater absolument, pour tenter de quitter, pour la première fois durant cet exercice, cette dernière place à laquelle elle est restée scotchée, jusque-là, après une phase aller catastrophique. En effet, une victoire lui permettrait enfin de se hisser d'une marche, surtout que l'avant-dernier, l'ES Mostaganem (15^e, 13 points), n'est pas

certain de s'en sortir indemne de son déplacement chez le MB Rouissat (10^e, 23 points) samedi. Surtout que le MBR aura à cœur de dépasser ses deux dernières défaites de suite subies à El Bayadh (2 - 0), le 4 février dernier, puis (1 - 2) à Ouargla même dimanche dernier, en recevant le CSC. La quatrième affiche maintenue de cette 19^e journée opposera le Paradou AC (14^e, 17 points) à l'ES Ben Aknoun (7^e, 24 points). Voilà un autre derby de la capitale qui se met en place, certes de moindre envergure, mais tout aussi intéressant à suivre. Les deux équipes n'ont pas une grande aura, mais elles restent deux formations qui ont fait preuve d'une bonne présence dans cette Ligue 1 et pratiquent un beau football. Du spectacle en perspective au stade du 20-Août-1955.

Djaffar C.

USM ALGER

Alilet à Al Itihad de Libye et Nouioua présente Abada et Azzi

Pour l'USM Alger, la page avec son désormais ex-capitaine et défenseur central Adem Alilet est définitivement tournée. Le joueur a officiellement signé au club libyen d'Al Itihad, confirmant ainsi son départ dans l'air depuis déjà plusieurs semaines. Dans une communication diffusée sur ses réseaux, avant-hier, l'USMA n'a pas manqué de rendre un hommage appuyé à «l'enfant du club pour tout ce qu'il a donné durant son parcours avec l'équipe des catégories jeunes jusqu'à son passage en équipe fanion». Tout en lui souhaitant pleine réussite dans sa nouvelle expérience avec Al Itihad de Libye, le document diffusé note que «les portes du club lui resteront toujours ouvertes». Dans deux autres communications diffusées auparavant, le même jour, le club a également présenté officiellement ses deux nouvelles recrues, Abada et Azzi, qui posaient chacune à son tour avec le maillot des Rouge et Noir aux côtés du président du conseil d'administration du club, Bilel Nouioua, en l'absence du directeur général sportif Saïd Allik, sous le titre un «nouveau chapitre commence».

D. C.

Ligue 1 (19^e journée) PROGRAMME

Vendredi 13 à 17 heures

CSC - ESS

MCEB - ASO

Samedi 14 à 15 heures

MBR - ESM

PAC - ESBA

JSS - CRB (reporté)

ESMK - USMA (reporté)

MCA - O Akbou (reporté)

JSK - MCO (reporté)

LIGUE 2 (19^e journée)

PROGRAMME

GROUPE CENTRE-OUEST

Vendredi 13

WAT - GCM

RCA - JSMT

NAHD - JST

USMH - CRBA

USBD - RCK

CRT - MCS

JSEB - WAM (huis clos)

ESMK - ASMO

GROUPE CENTRE-EST

Vendredi 13

NRBBO - HBCL

JSBM - USC (huis clos)

NCM - MSPB

NRBT - CRBT

MOB - USB

JSD - IBKEK

CAB - MOC

Samedi 14

ASK - USMA



GHAZA - L'armée d'occupation sioniste a mené, mardi dernier, de vastes opérations de destruction ayant ciblé des immeubles résidentiels palestiniens dans diverses zones de Ghaza, a indiqué l'agence palestinienne Wafa.

LUANDA - Des dirigeants de l'Union africaine (UA), en réunion lundi soir à Luanda, capitale angolaise, ont appelé à un cessez-le-feu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en projet à un conflit opposant le groupe rebelle du Mouvement du 23-Mars (M23) à l'armée congolaise.

GENEVE - Les Nations unies ont averti mardi dernier que le temps était compté pour les enfants malnutris au Soudan et ont exhorté le monde à "cesser de détourner le regard".

KHARTOUM - Plus de 115.000 personnes ont fui le Kordofan, région centrale du Soudan, depuis que les Forces de soutien rapide (FSR) ont commencé à attaquer, fin octobre, la ville voisine du Darfour, a indiqué mardi dernier l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

SUISSE - Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Volker Türk, s'est dit mardi dernier inquiet de la détérioration de la situation dans la région du Tigré en Éthiopie, appelant les parties en conflit à prendre des mesures urgentes en faveur d'une "désescalade".

DACCA - Plus de 120 millions d'électeurs sont appelés aux urnes aujourd'hui au Bangladesh pour les élections générales et le référendum constitutionnel, a indiqué mardi dernier un haut responsable.

TRAVAUX DE LA 48^e SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA L'ACTION AFRICAINE DANS LE TRAITEMENT DES PRINCIPAUX DÉFIS POLITIQUES

Les travaux de la 48^e session du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) se sont ouverts hier à Addis-Abeba avec la participation du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



Cette réunion ministérielle, qui intervient dans le cadre de la préparation du Sommet de l'UA, prévu samedi et dimanche, permettra d'examiner des questions et des dossiers en lien avec le rôle et la place de l'action africaine dans le traitement des principaux défis politiques, sécuritaires et en matière de développement auxquels est confronté le continent.

Dès l'ouverture des travaux, le ton a été donné : l'Afrique n'est plus dans le temps des diagnostics répétés, mais dans celui des arbitrages stratégiques. Dans un contexte international marqué par la fragmentation géopolitique, la montée des tensions régionales et les pressions économiques globales, la 48^e session du Conseil exécutif apparaît comme un moment charnière pour réaffirmer la centralité des solutions africaines aux crises africaines. Parmi les priorités des ministres africains des Affaires étrangères figurent l'étude du rapport de la 51^e session ordinaire du Comité des représentants permanents (COREP) de l'UA, tenue du 12 au 30 janvier dernier, ainsi que le rapport relatif à la participation de l'UA au G20. Il sera également procédé à l'adoption des rapports des commissions présidentielles concernant le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC). Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Comité des dix (C-10) sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et les changements climatiques figurent également parmi les questions à étudier par les participants.

Derrière cet agenda dense se dessine une ambition claire : consolider la voix de l'Afrique dans les enceintes internationales et structurer une gouvernance continentale plus cohérente. La question de la participation de l'UA au G20, notamment, dépasse le symbole diplomatique. Elle engage la capacité du continent à peser sur les décisions économiques mondiales, à

défendre ses priorités en matière de financement du développement et à faire entendre ses positions sur la dette, la transition énergétique ou encore la sécurité alimentaire.

Ces derniers devront élire, par ailleurs, 10 nouveaux membres du Conseil de paix et de sécurité africain (CPS), ainsi que trois membres de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples et 7 membres du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE). Ces échéances électorales ne relèvent pas d'un simple renouvellement institutionnel. Elles participent d'un réajustement stratégique au sein des organes clés de l'Union, à un moment où les crises sécuritaires persistent dans plusieurs régions du continent. Le Conseil de paix et de sécurité, en particulier, demeure l'un des piliers de l'architecture africaine de paix et de sécurité, appelé à jouer un rôle déterminant dans la prévention des conflits et la consolidation des processus de stabilisation.

Le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, avait mis en exergue, à l'ouverture de la 51^e session ordinaire du COREP, l'importance stratégique du 39^e sommet de l'UA qui intervient, a-t-il dit, « dans une conjoncture délicate » marquée par de grands défis liés aux questions de la paix et de la sécurité.

Lors de sa réunion avec les doyens des régions de l'Union africaine, le 5 février courant, le président de la Commission a assuré qu'il était important de mettre en œuvre le deuxième Plan décennal de l'Agenda 2063, de renforcer le travail sur le dossier climatique et d'améliorer le commerce entre les pays africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Il a également précisé que la question de l'eau sera au centre du sommet de cette année. Au-delà des déclarations, c'est la cohérence entre les ambitions affichées et les mécanismes opérationnels qui sera scrutée.

Agenda 2063, Zlecaf, transition climatique, sécurité hydrique : autant de chantiers structurants qui conditionnent la souveraineté économique et politique du continent à l'horizon des prochaines décennies.

LA STABILITÉ POLITIQUE ET LES CRISES SÉCURITAIRES

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a, par ailleurs, mis l'accent hier sur les principaux défis auxquels fait face l'organisation panafricaine notamment la stabilité politique, les crises sécuritaires, les conflits, ainsi que la menace terroriste, soulignant que ces "questions difficiles" feront l'objet de délibérations approfondies par les dirigeants africains. "La stabilité politique et les crises sécuritaires ainsi que les conflits en Afrique demeurent une grande préoccupation pour l'UA", a déclaré M. Ali Youssouf.

"Ce sont des questions difficiles qui feront certainement l'objet de délibérations approfondies par nos dirigeants", a tenu à souligner le président de la Commission de l'UA. Evoquant, par ailleurs, les changements anticonstitutionnels du gouvernement intervenus dans certains pays, le président de la Commission a salué "le retour de la Guinée et du Gabon au sein de l'Union africaine", après, a-t-il dit, "un processus de transition réussi". Le terrorisme figure aussi parmi les défis auxquels fait face l'UA. M. Ali Youssouf a souligné à ce propos que "dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, la menace terroriste ne recule pas".

Concernant le thème de cette année, l'eau et l'assainissement, il a insisté sur le fait qu'il "faut protéger cette ressource partagée et ce facteur de coopération" face aux changements climatiques. Par ailleurs, le développement et l'intégration constituent aussi un chantier majeur. Le président de la Commission a réaffirmé dans ce contexte que "la ZLECAf et les institutions de l'UA demeurent essentielles à la promotion de l'intégration", grâce à des financements innovants et à des partenariats renforcés avec le secteur privé et la société civile africaine. Il a conclu en affirmant qu'"un leadership déterminé et des priorités stratégiques claires seront les clés de notre succès", et en remerciant la République d'Angola, qui assure actuellement la présidence de l'UA, "pour son leadership au sein du Conseil exécutif". La 48^e session du Conseil exécutif s'inscrit ainsi dans une dynamique où l'Afrique cherche à affirmer une diplomatie de responsabilité, fondée sur l'intégration, la solidarité régionale et la défense de ses intérêts stratégiques. Addis-Abeba, le temps de ces travaux, est le théâtre d'une redéfinition des priorités continentales dans un monde en recomposition.

G. Salah Eddine/APS

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP DU 04 AU 10 FÉVRIER 2026 DES RÉSULTATS DE QUALITÉ QUI REFLÈTENT LE HAUT PROFESSIONNALISME

Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire (ANP) ont exécuté, durant la période allant du 4 au 10 février 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national : Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont arrêté (10) éléments de



soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des

détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (26) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (10) quintaux et (98)

kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (2.284.797) comprimés psychotropes ont été saisis. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Djanet, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont

arrêté (259) individus et saisi (32) véhicules, (188) groupes électrogènes, (111) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. De même, (11) autres individus ont été appréhendés et (1) fusil mitrailleur de type FMPK, (2) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un (1) pistolet automatique, (9) fusils de chasse et (24.500) litres de carburants destinés à la contrebande ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes. Par ailleurs, (227) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national.

R. N.